

LA COORDINATION DES PRISONNIERS EN LUTTE dans l'Espagne de l'après-Franco

Après la mort de Franco, en 1975, la « démocratisation » du régime dictatorial n'a pas été octroyée gentiment par le pouvoir, mais imposée par la base grâce à une multitude de mouvements revendicatifs. L'amnistie n'a été obtenue en octobre 1977 qu'après des manifestations de rue et affrontements avec les forces de l'ordre ayant provoqué de nombreux morts. La Coordination des prisonniers en lutte (COPEL*) est née de la mobilisation spontanée et auto-organisée des prisonniers de droit commun qui ont revendiqué l'amnistie pour les prisonniers politiques aussi.

* Documentaires - COPEL : Une histoire de révolte et de dignité. Réalisation : des ex-prisonniers sociaux de la COPEL, novembre 2017, 90 minutes, langue : espagnol, sous-titres : français, licence : Creative Commons, contact : copeldocumental@gmail.com. Amis, dessous la cendre... Réalisation : Collectif Les amis d'abord, novembre 2021, 60 minutes, langue : français, sous-titres : espagnol, catalan, contact : en cours.

Livre : *Espoirs déçus, engagements antifranquistes et libertaires durant la 'transition démocratique' espagnole*, David Rappe, réédition revue et augmentée, Atelier de création libertaire, octobre 2021.

Article : « Libertad o muerte, les prisonniers espagnols contre les prisons et pour de meilleures prisons » d'Anneke van Ammelroy in Brendel Cajo et Simon Henri, *De l'antifranquisme à l'après-franquisme. Illusions politiques et lutte de classe*. Brochure éditée par le groupe international conseiliste *Échanges et Mouvement* en mars 1979, et diffusée par les Éditions Spartacus. Liens sur la COPEL : journalenvolee.free.fr/envolee4/numero4/437.shtml infokiosques.net/imprimersans2.php3?i_d_article=492

** Ancêtre de la Confédération paysanne. Voir dans *Les utopiques* n° 7, l'article de Marie-Paule Lambert « Mai 68 du côté des paysan-nes ».

*** Syndicat dont de nombreux membres seront exclus en 1989 et créeront SUD Santé Sociaux.

Multi-retraité, Daniel Guerrier, sans jamais avoir été permanent, a eu des responsabilités syndicales à l'image de son parcours. Sans souci d'étiquette et de boutique, en cherchant à rester fidèle au syndicalisme révolutionnaire et à la revue *La révolution prolétarienne*, ou du moins refusant le syndicalisme d'accompagnement, et, par ailleurs critique par principe des syndicats « affinitaires » tout en y maintenant de solides amitiés. Secrétaire général de l'Union nationale des étudiants de la marine marchande, affiliée à l'UNEF en 1965-1966, il sera successivement membre du Syndicat CGT des Officiers Pont (1967-1971), du Syndicat CFDT des Officiers de la marine marchande (1971-1976), de la tendance « Paysans-travailleurs » du CDJA-FNSEA (1976-1981), du Syndicat santé-sociaux de la CFDT*** (1984-1987), du Syndicat CGT des correcteurs (Fédération du Livre) et du Syndicat des journalistes CGT de 1990 à 2004.**



[D. Pont Martin]

Photo transmise par Daniel Pont Martin, ancien détenu social, cofondateur de la COPEL

1976

Au début de l'année, sous l'impulsion des mouvements sociaux et insurrectionnels de la fin du franquisme, les prisonniers commencent à s'organiser. L'un des activistes qui deviendra ensuite l'un des fondateurs de la COPEL déclare à propos des relations qui s'établirent entre les prisonniers de droit commun qui fondèrent la Coordination et les prisonniers politiques : « Il fallait combattre la menace de la destruction que porte la prison, et les prisonniers politiques étaient les seuls qui pouvaient nous apporter une aide sur le plan de la connaissance et de l'analyse. Et puis, c'était un moyen de nous impliquer tous parce que nous nous rendions compte qu'ici on en bavait tous les jours et qu'à un moment donné il fallait s'y mettre tous, toi, prisonnier politique, et moi, prisonnier social, parce que la lutte pour l'amélioration des conditions de détention, pour la suppression des mesures spéciales, nous concernait tous.¹ »

¹ L'Envolée n° 4, janvier 2002.

Photo transmise par Daniel Pont Martin, ancien détenu social, cofondateur de la COPEL



[DR]

Motin de reclusos en la cárcel de Carabanchel (foto Carlos Monge)

Le premier objectif du mouvement des prisonniers était de briser la terreur que faisaient régner les matons rescapés du régime franquiste. Profitant des transferts pour faire passer des tracts de la taille de cachets d'aspirine le mouvement s'étend et durant l'été 1976, une grève de la faim coordonnée est déclenchée dans différentes prisons. Il se manifeste par des révoltes ayant pour revendications l'amélioration des conditions de détention, l'amnistie totale de tous les détenus et la rupture avec les lois et les structures héritées du franquisme.

Le 31 juillet: À la suite du « décret d'amnistie » lu à haute voix par le roi d'Espagne, ne s'appliquant qu'aux prisonniers politiques et « de conscience » – en fait un véritable « Pacte de l'oubli » interdisant toute enquête sur les exactions du franquisme – une mutinerie se déclenche à la prison de Carabanchel, à Madrid, à l'initiative de détenus de droit commun. On la considère comme la première manifestation d'une forme d'action inaugurée par une organisation clandestine de prisonniers avançant des revendications précises: amnistie générale, abolition des lois spéciales et des règlements du régime franquiste, épuration des

tribunaux de tous les officiels du franquisme, contrôle des prisons par des comités populaires, abrogation du régime cellulaire et des ateliers, nouveau Code pénal, etc. Le sit-in pacifique avec occupation des couloirs est attaqué par la police anti-émeutes. Après quatre heures de lutte, les prisonniers se rendent; le jour suivant, tous sont battus et 72 d'entre eux déportés à la prison d'Ocaña.

Fin décembre: après le retour à Carabanchel des prisonniers déportés fin juillet, l'organisation prendra le nom de Coordination des prisonniers en lutte (COPEL), rassemblant prisonniers politiques et « droits communs » qui s'auto-nommèrent « sociaux² ». En quelques mois, ils diffusèrent des brochures à l'extérieur de la prison, exigeant pour commencer un statut légal pour la COPEL. Le premier acte public de solidarité avec eux fut un meeting tenu en mars 1977 à la faculté des sciences de l'université de Madrid, auquel participèrent 500 personnes (familles, amis et ex-prisonniers). Plus d'une centaine d'intellectuels signèrent une déclaration publique de solidarité avec les prisonniers, donnant leur plein soutien aux revendications de la COPEL Celle-ci multi-

pliera les actions dans les principales prisons espagnoles: mutineries, grèves dans les ateliers, incendies de cellules, auto-organisation collective, grèves de la faim, menaces de suicide collectif, automutilations, évasions par des souterrains, soutenues par des anarchistes à l'extérieur: cocktails lancés contre des banques, incendie de deux wagons de métro, pose d'explosifs sur des voies ferrées.

1977

Fin janvier: des prisonniers de Carabanchel sortent une affiche: « Manifeste des prisonniers de droits sociaux de Carabanchel », il s'agit d'une analyse sur les causes de leur situation et les solutions possibles. À la suite de cette parution il y eut, en Espagne, 35 mutineries (avec prises d'otages, destruction de matériel et affrontements avec la police) et de nombreuses actions de protestation. En février, dans une maison de redressement, une centaine de jeunes sont tabassés. Trois prisonniers sont poignardés par des mouchards de l'administration. Dans une prison, 26 taulards s'éventrent à l'arrivée de la police, d'autres avalent divers objets, un prisonnier qui s'est taillé les veines réussit à s'évader de l'hôpital où il a été transporté. À l'extérieur, la solidarité se met en place. Le lendemain 98 prisonniers sont transférés et 40 automutilés sont placés en cellule de punition. Une répression

brutale s'abat sur la COPEL. Le directeur général des prisons, Carlos Garcia Valdès, tout en promettant une réforme, s'occupe de l'infiltrer.

Le 15 octobre: loi d'amnistie générale en Espagne. Les 25 et 26 octobre: officialisation en Espagne du Pacte social de La Moncloa, accompagnant la « transition³ démocratique », signé par l'ensemble des forces politiques et syndicales espagnoles – la CNT sera la seule à refuser de le faire, lui préférant l'appellation de « transaction « démocratique » ». Pour le gouvernement, il fallait dès lors la « punir » de ne pas être entrée dans le jeu dit démocratique. Le ministre de l'Intérieur espagnol, Martín Villa, déclarera: « Il faut en finir avec la montée de l'anarchisme en Espagne, aucune amnistie ne sera accordée dorénavant. » Il s'ensuivra une vague d'arrestations arbitraires dans les lieux publics, les cafés, les rues: 250 à Madrid, 177 à Barcelone, d'autres à Valence, Málaga...

1978

En janvier, des leaders de la COPEL sont transférés à la prison d'El Duesco. Carlos Garcia Valdès poursuit les négociations avec les prisonniers. Un membre de la COPEL explique: « Ils nous offraient une sorte de cogestion de la prison. Au début, cela nous semblait valable car ça signifiait gagner un peu d'espace dans les prisons. On percevait déjà la stratégie de contrôle et de répression de la part de l'État, et pour cette raison nous décidâmes d'accepter la cogestion. Mais rien ne se concrétisa, et des évactions massives firent dire à Valdès que les prisonniers ne pouvaient être des interlocuteurs crédibles puisqu'ils dialoguaient le jour et s'évadaient la nuit, profitant des améliorations pour creuser des tunnels. Les choses se précipitèrent. La répression et le contrôle allaient croissant. La COPEL perdit des protagonistes parce qu'elle était en train de perdre ses capacités de mobilisation. Ils nous isolèrent, s'attaquèrent à la communication entre détenus. Le soutien extérieur s'affaiblissait...⁴ »

Le 2 février: Agustín Rueda Sierra, jeune anarchiste catalan installé en France qui

2 Notons que cette appellation datait du début du XX^e siècle et avait une résonance spéciale en Espagne; elle renvoyait à « une frange de la population carcérale de droit commun correspondant à ces militants [anarchistes], sans compter ceux dont les délits ou les crimes n'étaient pas politiquement motivés, mais qui appartenaient à des secteurs proches des milieux libertaires ou sensibles à leur discours de révolte et de « reprise individuelle ». » In François Godicheau, « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale: la Cárcel Modelo de Barcelone pendant la guerre civile espagnole », 2004.

3 « Le terme de transition désigne la séquence politique qui sépare la mort du dictateur Franco en novembre 1975 de la victoire du PSOE aux élections législatives de 1982. Elle se caractérise par le passage graduel et négocié, entre réformistes franquistes et partis de l'opposition démocratique, d'un régime dictatorial vers un régime parlementaire. » In Arnaud Dolidier, *Tout le pouvoir à l'assemblée! Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)*, Éditions Syllepse, 2021.

4 L'Envolée n° 4, janvier 2002.

s'est fait arrêter le 16 octobre 1977 sur la frontière en transportant des explosifs dans le cadre d'un piège monté par Eduardo Solé Forasté, agent franquiste infiltré dans les milieux libertaires de Perpignan, est transféré à la prison Carabanchel de Madrid, où il se lie aux membres de la COPEL et participe au creusement d'un tunnel d'évasion. Le 9 février : 130 prisonniers de La Modelo, à Barcelone, se coupent les veines à l'initiative de la COPEL. Le 17 février : une nouvelle mutinerie de 160 prisonniers éclate à La Modelo. Une répression sauvage exercée par los amarillos – la brigade anti-émeute des prisons – s'ensuit, blessant une soixantaine de détenus, dont Vicente Dominguez Medina, « Boni » et Andrés Mira Barnes, « El Moro », du Groupe autonome libertaire de Barcelone, arrêtés fin janvier. Certains prisonniers ont eu des bras et des jambes cassés et des plaies infectées, en plus de la gale sévissant dans la prison. Des camarades ont

demandé l'intervention de la Croix-Rouge. Cette mutinerie sera considérée plus tard comme sciemment provoquée par des forces de répression.

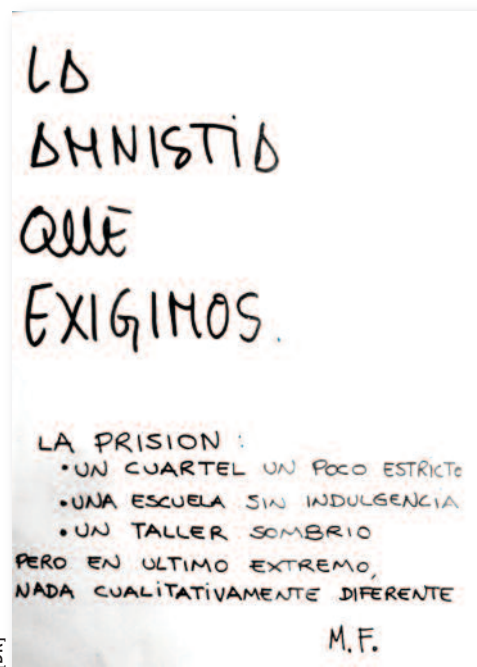
Le 14 mars : après une tentative d'évasion collective, les gardes-chiourmes de Carabanchel assassinent sauvagement Agustín Rueda Sierra. L'« interrogatoire » au cours duquel il va décéder était dirigé par le directeur de la prison en personne. Celui-ci ainsi que dix autres fonctionnaires de la pénitentiaire seront inculpés pour coups et blessures, mais ils resteront en liberté provisoire. Le 22 mars à Madrid : exécution à la mitrailleuse de Jesús Miguel Haddad Blanco, directeur général des Institutions pénitentiaires espagnoles, acte revendiqué par les Groupes de résistance antifasciste du 1^{er} octobre (GRAPO, organisation armée espagnole d'inspiration maoïste) « comme conséquence de la mort de l'anarchiste catalan Agustín Rueda », et en « guise d'avertissement à tous ceux qui torturent et maltraitent les prisonniers politiques ». De mystérieux Grupos Autónomos de Apoyo a Presos en Lucha (GAPEL) apparus en juillet 1977 et présentés comme le bras armé de la COPEL revendiquèrent également l'exécution.

Le 8 mai : à la suite de la découverte d'un tunnel d'évasion en cours à La Modelo, les membres de la COPEL engagent une nouvelle épreuve de force avec l'administration, et les automutilations de protestation recommencent. Y assistent les libertaires français Bernard Pensiot et Victor Simal, emprisonnés début février, juste après « Boni » et Andrés, suite aux agissements d'un individu infiltré dans le milieu liber-



Victor Simal, extrait du film *Amis, dessous la cendre...*

Carabanchel, 1977



[DR]

taire perpignanais et barcelonais, prêt à travailler pour les services policiers pour se sauver lui-même, dénommé « El Rubio ». Ils ne se coupent pas les veines, mais aident les infirmiers à soigner les 300 à 400 prisonniers mutilés sur les 1 000 que compte la prison. L'administration débordée devra envoyer à l'hôpital, et la presse finira par entrer dans la prison. Le 9 juin : la COPEL-Modelo publie un communiqué : « Vers une justice populaire ».

Le 24 août : Après des journées de tension, la police investit avec grande violence à La Modelo dont elle reprend complètement le contrôle. L'administration transfère à l'isolement dans la 5^e galerie tous les actifs et sympathisants de la COPEL, qui sont sévèrement battus. Victor Simal et Bernard Pensiot y sont aussi transférés à l'isolement. Puis, certains détenus sont transférés dans

d'autres prisons : « Boni » à Carabanchel, Victor à Alcalá de Henares.

1979

Jusque dans l'année 1979, les mutineries se succèdent ainsi que les grèves de la faim et les grèves d'ateliers. Dans les rues, seuls quelques comités pro-COPEL, quelques secteurs de la CNT et les Groupes autonomes continueront d'appuyer la lutte. Carlos Garcia Valdès fait construire une prison spéciale pour regrouper tous les mutins, ce sera la prison d'Herrera de la Mancha. Au début des années 80, la COPEL a complètement disparu.

■ Daniel Guerrier. Avec la collaboration de Myrtille Gonzalbo (des Giménologues), d'anciens membres du Comité anti-répression de Perpignan et l'aide de Victor Simal, ancien détenu, et de Daniel Pont Martin, cofondateur de la COPEL

Pour les prisonniers, le franquisme continue¹

Victor Simal, libertaire, arrêté en février 1978 en Espagne lors de la vague de répression contre le mouvement libertaire espagnol, torturé par la garde civile, emprisonné à la Modelo (Barcelone), puis à la Alcala de Henares (Madrid). Dossier vide (les seuls aveux ont été extorqués sous la torture). Nombreuses grèves de la faim et de la soif. Libéré sous caution en novembre 1978.

« Je plaide coupable. Je pourrais aussi bien plaider innocent, le problème ne se posant pas de toute façon en ces termes pour moi. Coupable ? Innocent ? Deux tentatives simplistes et arbitraires du Pouvoir pour étiqueter les individus et les faire entrer dans le moule sécurisant de la normalité. D'un côté les bons, de l'autre les méchants. D'un côté, le citoyen honnête, de l'autre, le terroriste. Quel terroriste ? Moi hier, toi demain, ou bien

ton voisin. N'importe lequel d'entre nous. Le rouleau compresseur de l'euro-répression s'est mis en route, et il ne laissera dépasser aucune tête. "Suicides" en RFA, extraditions et Quartiers de haute sécurité en France, Goulags en URSS, tortures en Espagne, l'État sait s'adapter aux différentes situations. La caractéristique principale de l'Espagne est d'allier les techniques modernes de répression aux méthodes archaïques du franquisme. Rien de fondamental n'a changé avec la venue de la monarchie démocratique, mais les choses sont-elles différentes ailleurs ?

Terrorisme ! Il faudrait peut-être reconsidérer la définition officielle du concept. Où est le terrorisme ? Chez le syndicaliste qui se met en grève, ou dans le système de production qui occasionne des milliers de morts chaque année ? Chez le chômeur qui refuse de reprendre le travail ou dans le capital qui, après huit ou dix heures de travail abrutissant, impose deux heures de transports en commun quotidiennement ? Chez l'étudiant contestataire ou dans les programmes débilissants ? Chez le manifestant qui proteste contre une société

nucléaire qui fait de nous des otages en puissance, ou dans les forces de l'ordre qui, à Malville, n'ont pas hésité à tuer pour imposer une technologie meurtrière ?

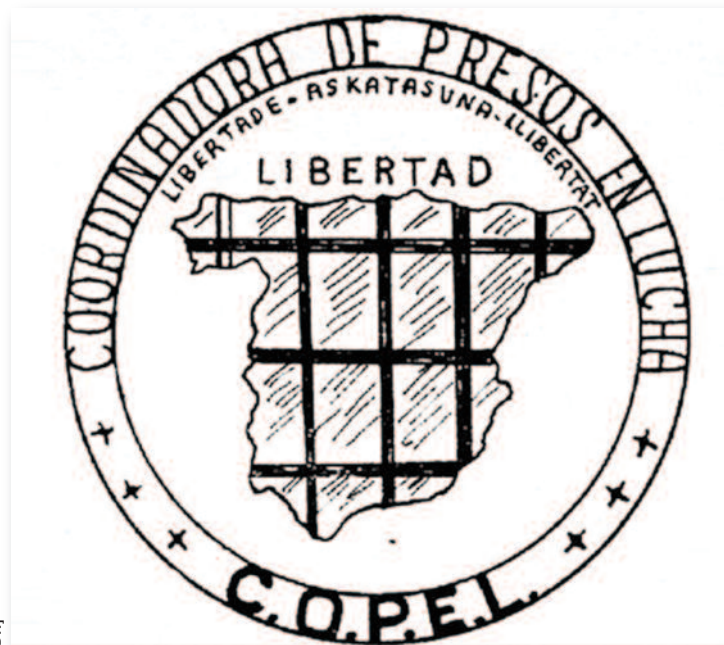
Pas plus que nous, l'Espagne n'échappe à ce terrorisme. Dès le jour de mon arrestation, j'ai su de quoi on m'accusait : libertaire. C'est-à-dire antiautoritaire, anticapitaliste ; c'est dire – et les flics espagnols ne s'y sont pas trompés – que mon but avoué est la disparition de l'État, de tous les États. Ceci posé, la question de mon « innocence » ou de ma « culpabilité » n'a plus aucun intérêt. De toute façon, je me solidarise et m'identifie totalement aux actions des camarades espagnols qui, ne bénéficiant pas du statut de Français, sont restés en prison et risquent d'y moisir entre six et vingt ans. Nous sommes quelques-uns à en être sortis, mais les prisons espagnoles continuent à se remplir de camarades libertaires. Ce n'est pas un hasard si la répression s'abat principalement sur eux en ce moment : ils refusent de jouer un rôle « convenable » dans le Grand-Guignol de la démocratie avancée. Et traités avec des méthodes franquistes. Mais qu'on ne s'y trompe pas, je ne réclame pas des prisons dorées. "Personne n'a le droit d'enterrer vivant un être humain."

Nous avons eu la « chance » d'être emprisonnés dans une période de lutte à l'intérieur des prisons espagnoles, et le problème de notre intégration à ces luttes ne s'est même pas posé, il s'est fait naturellement, il allait de soi. Nous sommes arrivés en pleine « révolution intérieure »

et ces neuf mois ont été rythmés par un mouvement de balancier. Répression / Espace de liberté / Répression / Espace de liberté. Tout ceci créant une vie sociale à l'intérieur de la prison, facilitant tout un faisceau de relations amicales, affectueuses, voire amoureuses. Apparition également d'un espace créatif : prise en charge par les prisonniers de la répartition des colis, du cinéma, de la bibliothèque, sport, spectacle, caisse de solidarité permettant de subvenir aux besoins des plus défavorisés et allant jusqu'au paiement de petites cautions.

Le phénomène le plus marquant a été le phénomène assembléiste. Toutes les décisions importantes étaient prises en assemblée. Assemblées de galerie, assemblées générales. Chaque assemblée élisant sa *coordinadora* (6 ou 8 prisonniers révocables à tout moment), chargée de représenter la galerie auprès de la direction, et de veiller à ce que soient appliquées les décisions de l'assemblée. Il faut noter toutefois qu'un certain leaderisme n'a pas toujours pu être évité.

Si l'issue d'une mutinerie est toujours la même (massacre systématique et sans pitié pour les antidisturbios), j'y vois au moins trois buts : - poser certaines revendications ; - gueuler à l'extérieur qu'on est là, qu'on existe encore ; - enfin, arrivé à un certain niveau de désespoir, tout vaut mieux que l'indifférence, même les coups ; si on nous frappe, c'est qu'on existe. Il me reste à dénoncer l'action de la presse espagnole qui, par goût du spectaculaire, a systématiquement grossi et déformé notre « affaire », qui va chercher ses informations dans les poubelles du pouvoir, censurant tout ce qui ne va pas dans ce sens. L'intoxication de l'opinion publique, destinée à discréditer les luttes des « communs », qui viennent troubler la bonne conscience de ceux qui ont oublié qu'il y a encore peu de temps, leurs militants remplissaient les geôles espagnoles, qui ont oublié les promesses qu'ils avaient alors faites aux « communs », qui les ont aidés à obtenir l'amnistie. Ici, là-bas, le combat continue, il ne cessera que le jour où nous aurons détruit la dernière prison. »



[DR]

■ Victor Simal, Perpignan, décembre 1978

¹ Article publié dans *Front libertaire des luttes de classe* n° 102 du 10 janvier 1979.

L'autogestion de la taule

Ce texte nous est offert par David Rappe, auteur du livre dont il est issu : *Espoirs déçus, engagements antifranquistes et libertaires durant la « transition démocratique » espagnole*, Atelier de création libertaire, réédition revue et augmentée, octobre 2021.

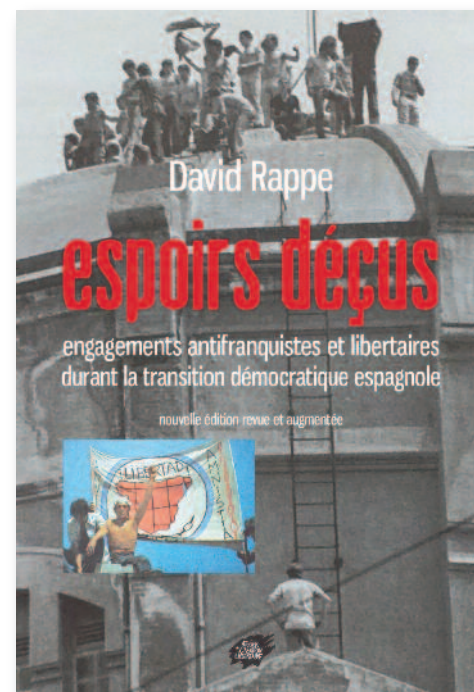
« À la Modela de Barcelone, suite aux mutineries et à la répression de février 1978, après plusieurs réunions et assemblées générales des détenus, un nouveau mouvement de contestation démarre, qui aboutit à une situation assez originale, avec l'obtention par les détenus du droit de réunion, de circulation dans les galeries, la fin des tabassages et l'augmentation du temps de visite. Une sorte de « contrôle » de la prison par les détenus, à l'exception des cuisines et des ateliers, va durer ainsi plusieurs mois. Ceux-ci pouvaient de nouveau circuler librement dans toutes les ailes de la prison, imposaient et assumaient une discipline interne. Les portes des cellules n'étaient plus fermées, ou alors les verrous étaient fermés de l'intérieur (!), et les matons avaient disparu la plupart du temps. Cantonnés dans certains bâtiments, ils gardaient l'entrée de la prison, contrôlaient l'enceinte et surveillaient les tentatives d'évasion.

Dans la prison, l'ambiance est alors surréaliste ! Les cellules sont repeintes, toujours ouvertes, avec l'instauration de cellules « thématiques ». Par exemple la création d'une cellule « solidarité » où est collecté l'argent pour pouvoir payer les cautions et permettre la sortie de tous ceux qui avaient été arrêtés pour de petites affaires. Ils risquaient de rester là longtemps, jusqu'à trois ans de prison, à attendre un procès, juste

parce qu'ils n'avaient pas l'argent, de l'ordre de 500 à 1 000 euros, pour payer leur caution. Une cellule d'accueil est aussi créée afin de recevoir les gars qui entrent en taule, pour les aider et prévenir la délinquance dans la prison entre taulards. Il leur est donné du papier à lettres et des timbres pour pouvoir communiquer, mais aussi du shampoing, une brosse à dents et du savon afin qu'ils évitent de voler cela aux camarades de cellule et que les choses dégèrent.

Une des choses les plus marquantes, et peut-être les plus significatives, est la façon dont les prisonniers ont investi leur cellule, en démontant les portes, en les aménageant, les repeignant de différentes couleurs, en installant des petites lumières d'ambiance afin de faire quelque chose de plus vivable et de plus personnalisé.

Victor anime une cellule « restaurant », avec préparation de petits plats sur des plaques chauffantes qu'ils ont bricolées avec des résistances et qui, parfois, font sauter les plombs à toute la prison, la privant ainsi d'électricité. Elle est surtout fréquentée par des copains qui amènent leurs denrées, que Victor s'amuse ensuite à cuisiner. Tout cela avec les moyens du bord et, surtout, l'appui des familles qui, en Espagne, peuvent faire passer librement et régulièrement des colis avec des provisions. Il y avait même une cellule « boîte de nuit », avec des néons rouges et verts, où musique et pétards animaient des nuits enfumées ! Les matons frappent même aux portes des cellules avant d'entrer ! Durant cette période, les prisonniers bénéficient donc d'un espace de liberté étonnant et énorme au sein d'une prison. Ils contrôlent tout, sauf la cantine et l'atelier. Toutes les portes des galeries sont ouvertes, ce qui permet de circuler comme ils le souhaitent et dormir à leur guise dans la première, deuxième ou troisième galerie. La composition des cellules évolue aussi par affinité. Les comptages des gardes sont extrêmement aléatoires et ceux-ci se contentent de noter le chiffre que leur indiquent les prisonniers, qu'ils soient sept ou huit dans la cellule au moment de leur passage. Des feux de camp sont organisés au milieu de la cour de la prison, avec des détenus qui jouent de la guitare et qui restent dehors parfois jusqu'à 5 ou 6 heures du matin.



Une des questions les plus délicates à gérer durant cette période a été celle des abus sexuels entre détenus. À l'époque, dans les prisons espagnoles, les mineurs n'étaient pas séparés des majeurs et ceux-ci étaient bien souvent victimes de viols par les adultes, dès leur arrivée. De même, ces jeunes étaient vulnérables physiquement, psychologiquement, mais aussi parce qu'ils n'avaient pas d'argent quand ils débarquaient et ils étaient donc rapidement prêts à faire une fellation pour une brosse à dents et deux ou trois cafés. Les politiques vont jouer un rôle important au sein de la communauté des détenus pour faire cesser ces pratiques, parfois

manu militari, tout comme pour faire reconnaître et accepter les relations homosexuelles, cette fois consenties, entre adultes et qui devaient jusqu'alors se dérouler de manière cachée. À partir de là, des couples de détenus pouvaient se balader sans crainte, bras dessus bras dessous, au milieu de la prison. Ces actions avaient d'autant plus de poids qu'elles étaient menées sous couvert de la COPEL, ce qui leur donnait plus de légitimité face aux prisonniers qui ne voulaient pas les accepter et qui savaient qu'ils risquaient alors de se faire mettre au pas, voire de recevoir un coup de couteau. Durant cette période « d'autogestion de la taule », des assemblées générales quotidiennes ont lieu, qui pouvaient impliquer 20 à 30 % des détenus, plusieurs centaines de personnes, pour discuter de la vie au sein de la prison, mais, surtout, de l'évolution de la situation politique du pays et de l'avancée de la revendication de l'Indulto. Bernard et Victor ont réussi à faire entrer dans la taule un micro-appareil photo, et ils profitent de toute cette agitation assez incroyable pour faire un reportage écrit et photographique, dans le but de faire sortir hors les murs ce qui se passe durant cette période à la Modela. Il s'agissait d'un Minox 16 mm, avec lequel trois pellicules ont pu être utilisées, soit la réalisation d'entre cinquante et soixante photos. Cela a ensuite été remis à l'avocat Emilio Pardignas lors d'un parloir. Celui-ci profite aussi de ses visites aux compagnons détenus à la Modela pour, à diverses reprises, leur faire rentrer des outils afin de creuser des tunnels. »